Embassy of
The Kingdom of Morocco
London

سفارة المملكة المغربية
لندن

Londres, le 8 Juillet 2014

Réf. : / 2014
Destinataire principal : CAB/1; CAB/2
Destinataires CC : SG/4; DG/7/4
Transmission : Normale
Diffusion : Restreinte

N. le Ministre/Cabinet
& Bur
000387

Objet : Débat parlementaire sur l'Afrique du Nord et de l'Ouest.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, la retranscription d'un débat parlementaire qui s'est tenu le 3 Juillet courant, à la Chambre des Communes, au sujet de la situation en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Ce débat fait suite au rapport publié en Mars 2014 par la Commission des Affaires étrangères, sous la présidence du député Conservateur Richard Ottaway, portant sur: « La réponse du Royaume Uni à l'extrémisme et à l'instabilité politique en Afrique du Nord et de l'Ouest ». L'objet de la rencontre était de permettre aux parlementaires de discuter les conclusions de leur rapport avec le représentant du Gouvernement Cameron, en l'occurrence, le Secrétaire d'Etat chargé de la région, Mr Hugh Robertson.

Ainsi, parmi les **intervenants les plus importants de ce débat figuraient MM. Richard Ottaway, Hugh Robertson et le Ministre de l'Opposition travailliste chargé de la région, Ian Lucas.** S'agissant des points saillants à retenir de leurs déclarations respectives, il y lieu de relever ce qui suit :

- Tous ont **unanimement qualifié le Maroc et l'Algérie d' "alliés naturels"** du Royaume Uni dans la région, soulignant la stabilité de nos deux pays comme un facteur clé et notant que notre coopération était essentielle pour l'avenir de cette région.

- **Tous ont aussi relevé que la Question du Sahara était la principale cause de tension** entre le Maroc et l'Algérie.

- **M. Ottaway** a affirmé que la résolution du conflit sur le Sahara qui **"divisait les deux pays" devrait "toujours figurer dans l'agenda du FCO".**

- **M. Ian Lucas** a évoqué ses visites dans les deux pays et a souligné la rivalité qu'il avait perçue dans ses échanges à Alger et Rabat. M. Lucas a **estimé que cette situation avait des parallèles avec les rivalités franco-allemandes dans le passé et a comparé la Question du Sahara au cas de l'Alsace-Lorraine.** Il a aussi noté que le Maroc et l'Algérie avait tous deux exprimé un vif intérêt pour le développement de leurs relations avec le Royaume Uni et a **conseillé au Gouvernement que dans le cadre du développement de ces échanges, il fallait aussi que Londres œuvre à résoudre le conflit sur le Sahara.**

- **M. Robertson** a qualifié la Question du Sahara de sujet épineux *("sticky issue")* qui empêchait le développement d'une coopération régionale plus proactive. Il a estimé que le fait que Rabat et Alger reconnaissent que leurs relations sont mauvaises et constituent un obstacle au progrès est déjà un signe positif en soi. Il a **dit espérer que le changement d'approche britannique dans ses échanges avec le Maroc sur la Question du Sahara - désormais traitée sur la base de paramètres plus définis et un engagement proactif mené par l'Ambassadeur britannique à Rabat (M. Robertson n'a pas manqué de saluer l'excellence de S.E.M. Alderton au passage) - pourrait contribuer à faire la différence sur cette question.**

- **Cette déclaration de M. Robertson est de loin la plus importante du débat pour nous car elle définit de manière précise la politique que mène le FCO sur le Sahara marocain en ce moment et dont vous pouvez trouver, ci-dessous, la version originale:**

"Relations between the two countries are not good. Nevertheless, it is encouraging that both recognise that relations are not good and that that is a barrier to further progress. I hope that a slight change in how this country deals with Morocco—to set parameters regarding Western Sahara and then to encourage it to meet them, which is a more proactive involvement, spearheaded by our excellent ambassador in Rabat—is starting to make a difference."

Parmi les autres idées à retenir, exprimées de manière plus générale sur l'Afrique du Nord et de l'Ouest, il convient de noter ce qui suit:

- **L'Occident doit s'engager davantage dans les efforts de stabilisation et de développement de cette région**, en proie à une insécurité alarmante et qui ne peut être résolue par l'Afrique toute seule. **Les lacunes des institutions africaines, dont en particulier l'Union Africaine ont été souligné** comme autant de raisons pour le Gouvernement britannique de s'impliquer davantage dans cette région. Le Gouvernement britannique conçoit son engagement dans le cadre d'une approche menée en collaboration étroite avec la France et les USA.

- Par la voix de M. Ottaway, le Parlement a estimé que **la conception du FCO de la région Afrique du Nord est en déphasage avec la réalité sur le terrain,** en la traitant uniquement comme faisant partie de la région MENA et en occultant ses interconnexions avec l'Afrique. A travers la réponse de M. Robertson, le FCO a affirmé que ce découpage géographique suivait le modèle de la Ligue Arabe, tout en reconnaissant qu'il fallait repenser cette approche, ce qu'il a estimé ne devrait pas poser de problème politique.

- Le Parlement a aussi noté que **la rhétorique forte du Gouvernement Cameron sur sa volonté d'engagement avec les régions nord et ouest africaines n'était pas accompagnée d'actions à la hauteur de ses ambitions.** Le FCO a reconnu ne pas avoir les ressources nécessaires pour l'accomplissement de ces ambitions, aussi bien en termes de réseau diplomatique et de moyens financiers. Aussi, le Gouvernement britannique prône-t-il une approche multilatérale, surtout en ce qui concerne la résolution des facteurs d'instabilité qui doivent être adressés en concert avec la France, les USA, l'ONU et les institutions africaines.

- Tous les intervenants ont insisté sur la soif d'apprentissage d'anglais parmi les jeunes de cette région traditionnellement francophone. Sur la base de cette impression unanime, **les efforts d'engagement du Royaume Uni vont probablement se concentrer, plus que jamais, sur l'éducation et la formation linguistique, avec le British Council comme fer de lance de cette politique.**

- La Libye, le Nigeria et le Mali continuent de figurer comme les pays posant le plus d'inquiétudes. La Tunisie est globalement saluée par tous les intervenants comme le meilleur exemple de réussite des pays ayant vécu le Printemps Arabe et le Royaume Uni vise à soutenir ce pays pour faire en sorte que cet unique exemple relativement positif puisse se développer en véritable "modèle de démocratie". **L'Algérie est perçue comme le pays le plus stable, avec le Maroc, et il est estimé qu'Alger commence à donner des signes encourageants d'ouverture**, notamment à travers ses efforts de coopération régionale en faveur de la paix au Mali et la stabilisation libyenne.

compliments

Le Chef de Mission Adjoint,
Othmane Bahnini

PJ : 18 pages.